CSAL du 24 novembre 2026
Déclaration liminaire CGT

Malgré la répression inédite du gouvernement pour faire taire toute expression, la révolte gronde dans tout le pays et les mobilisations se multiplient contre la vie chère.
Supplétif d'un capitalisme à l'agonie, ce même gouvernement prévoit dans son projet de loi de finances de faire payer les salariés, les retraités, les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultras-riches. Pour preuve, le montant faramineux d'aides aux entreprises évalué à 270 milliards d'€ qui permet un record de reversement de dividendes, 60 milliards d'euros versés aux actionnaires du CAC40 sur le premier semestre 2026.
En tant qu'agents de la fonction publique, notre pouvoir d'achat s'effondre du fait du gel de la valeur du point d'indice et son décrochage de 33 % par rapport à l'inflation depuis l'année 2000.
Il n'est plus acceptable de devoir choisir entre remplir son frigo ou son réservoir !!
Il n'est pas acceptable qu'un agent reste 19 ans au SMIC à la DGFiP !!

La CGT Finances Publiques 83 revendique :
- une augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice,
- l'abrogation du jour de carence et le maintien de la rémunération à 100 % en cas de congé maladie,
- le rétablissement de la GIPA,
- un avancement à la hauteur de l'engagement professionnel des agents.

Nos missions et le réseau de la DGFiP ne sont pas épargnés par la recherche constante d'économies. NRP2, Foncière de l'État, Centres de Contacts Pro, fermeture du centre d'encaissement de Rennes, Centre de Contact Amendes vont à nouveau impacter les missions et conditions de travail des agents des Finances Publiques.
Notez qu'à la demande de la CGT Finances Publiques, des parlementaires se disent prêts à travailler à l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur la destruction du réseau de la DGFiP, de ses missions et de nos droits et garanties.

L'ordre du jour de ce CSAL illustre parfaitement nos propos : déploiement de l'assistant IA de la DGFiP, nouvelles modalités pour les Frais De Déplacement, rattachement des SIE varois au Centre de Contact Pro de Saint-Benoît de La Réunion, création d'un nouveau Centre de Contact Amendes.
Toutes ces réorganisations auront à n'en pas douter des conséquences sur le niveau de l'emploi dans les services varois, sur l'exercice des missions des agents et sur leurs conditions de travail.

Faire mieux avec moins, le tout avec un salaire en berne ! Les agents sont sous pression et les Risques Psycho Sociaux explosent jusqu'aux tentatives de suicide et suicides.

La CGT Finances Publiques 83 revendique l'arrêt du plan de démantèlement de la DGFiP, la reconnaissance des agents des Finances Publiques, les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions de service public.

Nous sommes déterminés ! Rien n'est écrit d'avance, l'avenir nous appartient !

En questions diverses, la CGT souhaiterait avoir un retour d'expérience sur les moments de cohésion et les espaces de discussion sur le travail, mesure 13 du plan de prévention des risques suicidaires et l'utilisation de la carte affaire dans le Var.

Nous demandons l'annexion de cette déclaration à son PV.